

"Le Benelux souhaite des précisions sur les intentions de Londres" dans Le Monde diplomatique

Légende: En janvier 1967, le mensuel français Le Monde diplomatique analyse les réactions au sein du Benelux suite à l'annonce, en automne 1966, de la candidature d'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes.

Source: Le Monde diplomatique. dir. de publ. BEUVE-MERY, Hubert ; Réd. Chef HONTI, François. Janvier 1967, n° 154. Paris.

Copyright: (c) Le Monde Diplomatique

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"le_benelux_souhaite_des_precisions_sur_les_intentions_de_londres"_dans_le_monde_diplomatique-fr-c2e17fb1-5cb4-44d7-bd2c-2c53ff3d35c5.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

Le Benelux souhaite des précisions sur les intentions de Londres

Par PIERRE DE VOS

La déclaration Wilson sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun a suscité une vive satisfaction dans les trois capitales du Benelux — et proportionnellement un peu plus aux Pays-Bas, où, depuis tant d'années, M. Luns s'était fait le champion de l'Angleterre. Les Hollandais s'étaient d'ailleurs souvent irrités, ces derniers mois, de la passivité britannique, et il leur arrivait de comparer leur ministre des affaires étrangères à ces vieilles dames très dignes qui, autour d'une tasse de thé et de petits fours, « fabriquent » les mariages qu'aime la société mais que détestent les futurs époux. Les Hollandais étaient, jusqu'ici plus partisans de l'entrée de l'Angleterre que les Anglais eux-mêmes.

Parrains d'Albion, les Hollandais ont donc poussé un soupir de soulagement en voyant M. Wilson accepter enfin le baptême, tout au moins son principe. Mais leur satisfaction a aussi des raisons plus pratiques: l'industrie néerlandaise compte sur les Anglais pour prendre un nouveau départ et connaître un nouvel essor. En outre, les Pays-Bas attendent beaucoup de la coopération technologique évoquée par le premier ministre britannique. Vue sous l'angle Benelux, la coopération sur ce plan est un des attraits majeurs offerts par la Grande-Bretagne. La France, dit-on à La Haye et à Bruxelles (et aussi à Luxembourg), ne peut sans doute pas comprendre que cet aspect du problème soit un des principaux aux yeux de ses voisins du Nord.

Il y a aussi l'apport politique de l'Angleterre, garantie des petits pays contre une emprise française toujours redoutée et contre une influence allemande qui grandit. A ce point de vue, l'arrivée de la Grande-Bretagne est considérée par les trois pays du Benelux — et surtout par la Hollande — comme une perspective d'équilibre accru.

Il convient cependant de noter que ces derniers mois, depuis la grande réconciliation de Luxembourg, l'anti-gaullisme hollandais a perdu de sa violence. En Belgique également, l'opposition à la France s'est nuancée: d'une part, on estime que le gouvernement français fait preuve d'une incontestable bonne volonté dans beaucoup de domaines, et, par ailleurs, le départ de M. Spaak — qui a quitté la scène politique pour se consacrer au monde des affaires — a atténué la tournure personnelle que la querelle pouvait prendre. Ceci ne signifie cependant pas qu'il y a eu un profond changement de la politique étrangère de la Belgique depuis la retraite de M. Spaak: son successeur, M. Pierre Harmel, a adopté fidèlement la ligne de son prédécesseur. Seul, le style peut avoir changé, et on a dû s'en rendre compte à Paris, le 25 novembre, quand le général de Gaulle a reçu le premier ministre Vanden Boeynants et le ministre belge des affaires étrangères. Au cours de cet entretien, l'éventualité d'une entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun a été évoquée sur un ton qui, peut-être, n'aurait pas été possible si M. Paul-Henri Spaak avait été l'interlocuteur du président de la République.

Cela dit, la thèse du gouvernement belge demeure plus dure que celle des Pays-Bas. L'admission de la Grande-Bretagne ne doit pas se faire au prix de concessions impossibles. Le traité doit être scrupuleusement respecté, l'institution communautaire maintenue dans sa forme actuelle.

Dans les trois capitales, on cite un autre argument en faveur de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Si l'époque de l'équilibre européen est révolue, dit-on, l'équilibre entre les continents est devenu une nécessité. L'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne donnera à celle-ci le poids économique qu'il faut pour l'assurer. Cet effort, ajoute-t-on, serait incomplet s'il écliprait une autre nécessité, la réalisation de l'Europe politique. Sans doute les petits pays peuvent-ils plus heureusement s'engager, et ils pourraient le faire en 1967.

Il importe, disent les Belges, pour le développement harmonieux du monde occidental, que les Européens accèdent au statut de partenaires égaux des Américains. Or, c'est pour une grande part aux Européens qu'il revient de créer les conditions qui rendent progressivement possible l'établissement de ce statut. L'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté des Six sera sur ce plan un élément déterminant.